

INTERNATIONALISME

N° 16 – décembre 46

SIGNIFICATION POLITIQUE DES ELECTIONS

On connaît les résultats des dernières élections législatives en France : le PCF obtient 5475 mille voix (gain 273 mille voix) et devient le premier parti de France ; la SFIO, 3474 mille voix (perte de 744 mille voix) ; le MRP, 5066 mille voix (perte de 556 mille voix) et perd sa place de premier parti de France au bénéfice des stalinien ; les radicaux, 1971 mille voix (perte de 208 mille voix). Que signifient ces chiffres ?

Les abstentions

Il faut tout d'abord souligner l'augmentation des abstentions qui passent de 4489 mille à 5535 mille. A cela il faut ajouter que, depuis la "libération", aucune campagne électorale n'a été plus terne que celle-ci. Les masses populaires commencent à se lasser de la comédie électorale. Les partis politiques le sentaient si bien qu'ils ne se sont pas ingéniés à faire les promesses électorales habituelles.

Plus de suppression de cartes de pain, comme l'a fait le socialiste Pineau en 1945 ; plus de (...) électorales à la Marcel Paul comme en juin 1946, ces trucs-là ne prenant plus, les masses sachant à quoi s'en tenir. La campagne électorale s'est faite plutôt sous le signe des scandales visant plus à discréditer les adversaires qu'à gagner les électeurs par la vertu de sa propre gestion. Et la SFIO doit certainement beaucoup de son échec à ce truc des scandales par lesquels elle fut plus particulièrement visée et...touchée.-

Le morne de la campagne électorale - qu'aucun parti n'a réussi à animer - et le nombre élevé des abstentions sont le signe certain d'une profonde lassitude des masses.

Cela ne fait que confirmer notre appréciation, contrairement à ceux qui croyaient voir dans les récentes grèves des postiers et des fonctionnaires on ne sait quel réveil de la combativité de la classe ouvrière. Dans l'ensemble, les ouvriers ont voté pour le PCF ou le PS ; une petite fraction s'est abstenue, nullement comme une manifestation de protestation, comme une affirmation d'une volonté d'opposition mais plutôt comme une expression d'indifférence, de lassitude, de résignation. Encore faut-il ajouter que le plus grand nombre d'abstentionnistes se recrute dans les couches moyennes, petits commerçants etc...

Tous les partis ont mené la campagne avant tout contre l'abstention car quel que soit le résultat, les élections restent toujours un des moyens préférés de la domination idéologique du capitalisme. Mais les abstentions en soi n'expriment pas encore une orientation anticapitaliste des masses. Dans leur forme passive, elles expriment, comme c'est le cas maintenant en France, un désarroi, un malaise, une incertitude qui envahit des couches de plus en plus nombreuses de la population.

L'enjeu de la campagne électorale

A part les scandales au travers desquels chaque parti tentait de discréditer les hommes politiques et ministres des partis adverses, aucune divergence profonde ne les opposèrent sur la politique intérieure ; sur ce plan, on peut dire qu'il règne plutôt un accord profond. Aucun parti d'ailleurs ne présentait le moindre projet de reconstruction économique de la France ; cela pour la simple raison qu'il n'existe aucune possibilité pour l'économie française de se renforcer et de sortir du marasme profond où elle se débat. D'autre part tous les partis sont d'accord que le franc est menacé, que l'équilibre budgétaire est irréalisable, que l'inflation est inévitable. Tous sont d'accord sur la nécessité d'une politique sévère de compression financière. Tous prêchent "l'heure de la pénitence", entendons la diminution du standard de vie des masses laborieuses et, en premier lieu, celui des ouvriers. Les partis ne se départageaient réellement que sur la politique extérieure. Bidault ou Thorez signifiait Washington ou Moscou. Voilà quel a été le vrai enjeu de la bataille électorale.

Échec de la politique de conciliation

Le tripartisme - qui représentait d'abord la politique du jeu de bascule entre Moscou et Washington et, par la suite, la politique de conciliation "avec Washington et Moscou" - est sorti grand vaincu de la bataille électorale. Socialistes et MRP, pour avoir présidé à cette politique d'hésitation, perdent ensemble 1300 mille voix. Si les défections de leurs voix n'ont pas été encore plus catastrophiques, ils le doivent à leur brusque retournement de

veste au lendemain du referendum, à leur abandon de la politique de conciliation pour une politique d'hostilité ouverte contre le camp russophile. Leur prise de position antirusse, qui s'est traduite dans l'anticommunisme, leur a permis au dernier moment de limiter le désastre et de regrouper leur troupe. Ils allaient aux élections sous le drapeau, non de la défense du tripartisme mais de sa dénonciation, de la rupture avec le PCF et son rejet hors du gouvernement. La loi électorale jouant en faveur du plus fort parti devait faire le reste et achever de convaincre les larges masses du danger de disperser leur voix et de la nécessité de bloquer sur le nom du MRP.

Dans l'évolution du monde capitaliste vers des concentrations de plus en plus accentuées, il reste de moins en moins de place pour des politiques "nationales", indépendantes. La restriction et la disparition des marchés extra-capitalistes exacerbant la rivalité entre les grands pays impérialistes. Cette lutte ne se déroule pas seulement autour de la possession des marchés extra-capitalistes comme ce fut le trait caractéristique des luttes impérialistes dans la phase ascendante mais prend un caractère nouveau. Hier la lutte se déroulait autour d'un butin provenant d'un monde extra-capitaliste ; aujourd'hui, en l'absence de ces marchés la lutte se déroule dans le cadre du monde capitaliste. La vie économique d'un pays, le maintien de sa production est directement fonction de la non production d'un autre pays. Maintenir sa production signifie déterminer les autres pays à cesser d'être des producteurs pour devenir des consommateurs, les réalisateurs, les marchés d'absorption de sa production. Ce n'est plus la concurrence entre deux capitalistes pour des clients mais la lutte pour la destruction de l'autre en tant que capitaliste producteur industriel et pour faire de lui le client forcé de sa production.

Dans cette phase décadente, le capitalisme n'offre plus de possibilité de développement industriel prolongé pour de nouveaux pays, car tout développement industriel dans un pays est une menace de mort pour les autres pays. Le développement parallèle fait place à une nécessité vitale pour chaque puissance impérialiste d'éliminer et de détruire les États impérialistes antagonistes. Telle est la loi du capitalisme décadent. Le sort des petits États capitalistes est étroitement lié à la grande puissance impérialiste à qui ils sont économiquement et politiquement soumis et avec qui ils font un bloc opposé à l'autre bloc ayant pour ou contre une ou plusieurs autres grandes puissances impérialistes. Se trouvant dans le camp du vainqueur, les petits pays peuvent compter obtenir quelques miettes en récompense, leur permettant de maintenir une vie économique ; dans le cas opposé, se trouvant dans le camp des vaincus, ces pays sont condamnés à une misère et perdent toute possibilité de relèvement économique.

La France pouvait, pendant de longues années, se donner l'illusion d'être encore une puissance impérialiste de première importance. En réalité ce ne fut qu'un mirage établi sur un passé "glorieux" de brigandage colonial et de développement d'un capitalisme financier usurier. Le capitalisme français a occupé pendant un siècle la seconde place, après l'Angleterre, sur le plan mondial. Mais, imperceptiblement et régulièrement, s'est développé, à côté de lui, un autre capitalisme plus dynamique qui n'a pas tardé à le supplanter et à lui ravir sa place dans l'économie mondiale. Ce n'est pas notre intention, dans le cadre de cet article, de faire l'étude des raisons historiques qui ont joué en faveur du développement du capitalisme allemand aux dépens du capitalisme français resté conservateur. Le même phénomène historique est à constater pour l'Angleterre qui s'est laissée dépasser et finalement dominer par le développement gigantesque du capitalisme des États-Unis. Mais, contrairement à l'Angleterre qui a lutté avec âpreté pour sa puissance mondiale et n'a cédé finalement que par rapport aux États-Unis, tout en parvenant à conserver la première place du capitalisme européen, le capitalisme français, lui, déclinait régulièrement depuis le début du siècle et s'est laissé dépasser par plusieurs jeunes États capitalistes.

La première guerre mondiale, de 1914-18, fut essentiellement une compétition entre l'Angleterre et l'Allemagne pour la domination du monde ; la France ne jouait alors qu'un rôle nettement secondaire. Et si, au lendemain de 1918, les circonstances particulières qui ont joué, durant et après le traité de Versailles (révolution russe, perturbation révolutionnaire en Europe centrale, antagonisme Anglo-américain et le développement de l'antagonisme prédominant nippo-américain autour du pacifique) ont permis à la France (surtout riche en verbe et en hommes d'États, Clémenceau, Briand, Poincaré) d'apparaître au premier plan de la diplomatie mondiale, cela ne reposait pas sur une réelle consolidation des positions économiques du capitalisme français dans le monde. Longtemps masquée par une conjoncture politique mondiale favorable à la diplomatie française, la réelle faiblesse du capitalisme français devait apparaître à la veille de la guerre 1939-45 au cours de laquelle cette puissance factice et surfaite devait s'effondrer rapidement et complètement.

La deuxième guerre mondiale fut à nouveau une compétition entre l'Angleterre et l'Allemagne, compétition cette fois décisive et se soldant par la dislocation complète et l'élimination définitive du capitalisme Allemand.

Sur le plan mondial, cette compétition s'est conjuguée et a été complétée par la liquidation de cette autre antagonisme qui était celui de l'Amérique-Japon, aboutissant à l'écrasement du Japon. La Russie - qui a longtemps hésité entre les deux blocs, spéculant sur l'affaiblissement réciproque des deux rivaux en présence pour tirer des avantages à leur dépens - s'est trouvée rapidement forcée d'abandonner sa position d'observateur, d'une part par les poussées expansionnistes de ses puissants voisins directs, menaçant ses frontières s'est sas

intérêts des deux cotés à la fois : l'Allemagne en Europe et le Japon en Asie , et d'autre part en se rendant compte de l'issue prévisible et inéluctable de cette formidable compétition armée devant aboutir à l'effondrement des puissances de l'axe et au renforcement des États-Unis. Pour mieux résister et affronter demain la toute-puissance des États-Unis, il fallait, à la Russie, prendre les devants et s'assurer, dans le cours de la deuxième guerre, des positions aussi fortifiées que possible.

À côté de ces grands seigneurs s'affrontant avec des moyens puissants, la France n'a joué et ne pouvait jouer aucun rôle dans la deuxième guerre. L'épopée de Charles de Gaulle, n'avait pas plus d'importance que les "armées" polonaises ou yougoslaves. Quant à "l'armée" des maquis, elle fut surtout un article de propagande pour la participation idéologique à la guerre, un bourrage de crânes destiné aux ouvriers pour les détourner de toute velléité de regroupement et de lutte sur leur propre terrain de classe. Sa valeur militaire fut absolument nulle.

La guerre a révélé non seulement la position médiocre, de troisième ordre du capitalisme français, mais encore - et cela est vrai pour tous les capitalismes faibles - un manque d'unité d'intérêts économiques internes de la bourgeoisie française, ce qui a permis et permet toujours à une fraction du capitalisme français de s'accommoder de la domination mondiale allemande éventuellement russe, tandis que l'autre fraction se trouve en opposition absolue et ses intérêts sont étroitement liés et intégrés dans le système de domination économique anglo-américain. En l'occurrence cette division de la bourgeoisie française se trouve grosso-modo entre le secteur industriel (occupant une place relativement faible dans la production nationale et également dans l'économie nationale) et le capitalisme colonial et financier, prépondérant dans l'économie nationale et indissociablement lié internationalement au système anglo-américain et qui lui est soumis, malgré et tout en se heurtant à ces pays dans le cadre même de leur unité d'intérêt.

À l'arrêt des hostilités, après l'écrasement et l'élimination de l'Allemagne et du Japon, la France croyait pouvoir à nouveau reprendre, à la faveur du nouvel antagonisme fondamental de l'époque moderne qui oppose irréductiblement l'Amérique et l'URSS, une figure d'indépendance et, en jouant à l'arbitre ou à l'intermédiaire, mettre à son profit cet antagonisme. Elle croyait, en somme, pouvoir renouveler ce qui lui a si bien réussi au lendemain de la première guerre mondiale. Bien mal lui en a pris. Non seulement sa situation propre est, de beaucoup, plus précaire, mais ses conditions historiques ne sont plus les mêmes qu'en 1918.

Alors, il existait plusieurs centres d'antagonisme, s'intercalant et se recoupant au point que les États-Unis devaient momentanément abandonner leur toute puissance en Europe pour concentrer le plus fort de leur attention sur le Pacifique, tout en ne pouvant interdire au Japon de se renforcer et de s'emparer des possessions allemandes dans le Pacifique, de la Corée et de la Mandchourie. Alors, il existait une situation de troubles et de convulsions, révolutionnaires en Europe, obligeant les différents impérialismes à mettre en sourdine leur rivalité et à mettre au premier plan leur solidarité dans la lutte contre la menace du prolétariat. Alors, le capitalisme allemand n'avait fait que de subir une défaite, grave certainement, mais qui ne le mettait pas encore définitivement hors de toute compétition.

La situation présente est un antagonisme unique de domination mondiale, avec un nombre d'antagonistes réduit au minimum : Amérique-Russie-, l'Angleterre elle-même renonçant à jouer à l'indépendance intégrale et à disputer l'hégémonie américaine, pour tendre à s'incorporer de plus en plus dans une unité économique avec cette dernière (voir les discours de Churchill en accord total avec la politique du gouvernement travailliste, soutenant partout la politique américaine et proclamant, en toute circonstance, son identité de vue avec cette politique).

Le tripartisme gouvernemental sur le plan intérieur indiquait cette folle et intenable politique de vouloir soustraire la France à son intégration dans un bloc et à sa soumission à la domination américaine. Deux ans de cette politique permet au capitalisme français de faire le bilan. La Belgique a franchement aliéné son indépendance à l'Amérique-Angleterre. Résultat : sa situation économique est de loin meilleure que celle de la France. Cette dernière a certes obtenu quelques satisfactions pour son "prestige" à qui on accordait le titre officiel de 4^{ème} Grand et des sièges honorifiques de membre permanent du Conseil de Sécurité et autres places spéculaires, mais ses revendications ne sont pas plus prises au sérieux (problème allemand, charbon de la Ruhr, problème de la Sarre et de la Rhénanie), sa liberté d'action et son indépendance n'en sont pas moins aliénées, (voir la Syrie, le pétrole de l'Iran, les colonies etc...) et sa situation économique n'a fait qu'empirer.

Deux ans de politique extérieure d'hésitation, de tergiversation, de conciliation, ce qui était la base du tripartisme, n'ont fait qu'aggraver la position de la France et c'est cette politique qui vient de s'écrouler. L'échec de cette politique, bien plus que de se manifester simplement dans la perte des voix du MRP et des socialistes dans les dernières élections, s'exprime surtout dans le fait de leur renonciation ouverte à cette politique et leur catégorique dénonciation de la formule de tripartisme qui en a été l'expression.

La victoire stalinienne

La presse voit en général dans le succès remporté par les staliens un succès uniquement sur les socialistes. C'est d'ailleurs la même explication qui est donnée par les intéressés eux-mêmes. Les staliens crient à la victoire et lui donnent le sens d'une désapprobation par les ouvriers de la politique anti-communiste et anti-unitaire des socialistes. A les entendre, les ouvriers ont signifié, par leur vote, leur désir de voir s'établir une entente socialo-communiste, première étape vers l'unité organique.

Cette thèse est plus démagogique que réelle. Il suffit de se référer aux exemples où, dans certaines circonscriptions, des listes communes socialo-communistes ont été présentées sous l'étiquette du candidat du Parti Ouvrier Français pour constater que, dans l'ensemble, elles n'obtinrent aucunement le succès que veulent lui attribuer les staliens. Les ouvriers restent assez sceptiques sur les possibilités d'une telle unité et l'idée d'un parti ouvrier unifié ne suscite, en France, pas plus d'enthousiasme que le Parti socialiste communiste unifié en Allemagne. Et ce n'est certainement pas en cela qu'il faut chercher les causes du succès stalinien.

De toute façon on est loin de retrouver dans le succès stalinien les restes de voix socialistes, les socialistes ayant perdu près de 750 mille voix, les staliens n'en ayant gagné que 275 mille. Et nous sommes très sceptiques encore sur la provenance politique de ces 275 mille voix à qui on attribuerait à tort une origine socialiste.

Il faut accorder une importance plus grande qu'on ne le fait généralement au titre de listes d'"Union républicaine et résistante" sous lequel les communistes se présentaient couramment. Ce titre est plus qu'un simple camouflage. Il représente l'en-tête permettant le rassemblement d'une fraction de la bourgeoisie non spécifiquement stalinienne mais optant pour une politique extérieure axée sur la Russie. C'est ce groupe d'apparentés staliens, les Pierre Cot, les d'Astier etc., une dizaine de députés à la chambre qui ont incontestablement une certaine valeur politique d'hommes d'États et qui présentent la tendance russophile d'une partie du capitalisme français.

Dans la campagne électorale, le trait fondamental ne fut pas la lutte des partis mais les deux orientations : avec l'Amérique ou avec la Russie, qui s'affrontèrent en deux blocs dont les partis n'étaient que les subdivisions internes. Sous la bannière du stalinisme s'est regroupée toute la fraction pro-russe de la bourgeoisie, et c'est là l'énigme de son succès mais aussi la réalité de sa faiblesse.

Les staliens ont obtenu une victoire électorale, mais la politique pro-russe a subi une défaite. La bourgeoisie française engage résolument son bateau dans le sillon américain.

Soulignons en passant ce qui ressort par ailleurs du succès stalinien : une idée qui a pris naissance dans le camp de la bourgeoisie tend à enraciner dans certains milieux révolutionnaires. Le camarade Bergeron, à qui nous avons donné la pleine liberté de s'exprimer dans notre bulletin, a amplement développé cette idée dans son étude sur la nature des partis staliens. D'après cette idée, les partis staliens ne seraient pas devenus des partis nationaux, mais seraient en quelque sorte des partis nationaux ou a-nationaux, n'étant rien d'autre que les agences d'un État impérialiste étranger, à savoir la Russie.

Il fut un temps où la politique des partis communistes et la politique de la Russie se confondaient en une unité, du fait que la Russie faisait partie du mouvement révolutionnaire international et que ses intérêts ne pouvaient être autres que ceux de prolétariat mondial.

C'est uniquement sur ce plan de la révolution socialiste mondiale qu'existent les conditions du dépassement du cadre national. Sur le plan du capitalisme ne peuvent exister que des alliances, des axes, des blocs, des soumissions, des compétitions et des accommodements internationaux mais dictés toujours par les intérêts partant d'un point de vue national.

Le cerveau du petit bourgeois ou de l'ouvrier dévoyé, qui continue toujours à voir en la Russie quelque chose de fondamentalement opposée au capitalisme, peut très logiquement conclure à l'identité entre l'intérêt national défendu par l'État russe et les buts poursuivis par les partis communistes dans les divers pays capitalistes. Le capitalisme antagonique de la Russie accredit également cette idée pour autant que cela lui sert de propagande dans sa lutte contre la Russie et contre les tendances d'entente et de conciliation avec la Russie en son propre sein. Mais cela n'en reste pas moins une légende, tout comme la légende accreditée par les nazis sur l'identité entre "la juiverie internationale, la finance mondiale et la démocratie anglo-saxonne".

Il est à peine nécessaire d'insister sur le fait que les Cot, les d'Astier de la Vigerie et les gens du MURF ne sont pas simplement des agents de l'impérialisme russe (Herriot a aussi, pendant un temps, flirté activement avec les communistes). Une cinquième colonne ne peut être qu'une petite clique à la Doriot, mais il est à peine sérieux de présenter un parti groupant autour de lui 30% des électeurs, la plus grande organisation nationale et près de 6 millions d'électeurs, comme une 5^{ème} colonne. C'est bien la première (non pas la cinquième) force, non pas de

l'impérialisme étranger, mais de la bourgeoisie nationale défendant à sa façon les intérêts fondamentaux du capitalisme national.-

* * *

Le stalinisme en France, estimons nous, a fait son plein. Dans ces dernières élections il a regroupé toutes les forces d'orientation pro-russe. Les possibilités d'un nouveau développement ultérieur est conditionné par un renforcement de la position russe sur l'échiquier international. C'est à cette condition que de nouvelles fractions de la bourgeoisie pourraient se rallier à lui, mais cette condition justement n'existe pas. La Russie semble dernièrement céder pas mal de terrain devant les États-Unis. Nous devrions donc assister à un affaiblissement du poids des staliniens dans la vie politique française et à une baisse de leur influence dans la vie publique. Remarquons toutefois que, contrairement aux affirmations des trotskistes, anarchistes et autres groupes de gauches comme le RKD, les CR et la FFGC sur la radicalisation des masses et la perspective de grandes luttes de classe en gestation - dont la grève des postiers aurait été l'annonciatrice -, le PCF a gardé presque intacte son influence sur les ouvriers. Malgré leur assaut, les socialistes n'ont pu entamer sérieusement l'influence dominante des staliniens sur les ouvriers ou sur la CGT où ils règnent toujours en maître. C'est cette force qu'utiliseront les staliniens demain pour ne pas se laisser complètement évincer de la direction gouvernementale et pour obliger le bloc pro-anglo-américain à souffrir leur présence et à leur faire une place réduite mais toujours intéressante et confortable sur les fauteuils ministériels.

Les trotskistes amochés

Pour si insignifiant que soit le parti trotskiste, il ne serait pas gentil de notre part de parler des derrières élections sans lui exprimer notre "sympathie" pour la série des revers qu'il a subis.

Aux élections de juin 1946, il est allé aux urnes avec le cri de guerre de "à la porte le MRP". Et c'est le MRP qui a gagné des voix et des sièges et a pris la présidence du gouvernement.

Un autre mot d'ordre de la campagne trotskiste était "gouvernement ouvrier PCF-PS au pouvoir" et voilà que le bloc "ouvrier" a perdu la majorité qu'il avait avant dans la chambre provisoire.

Décidément le trotskisme n'est pas seulement un parti malheureux qui n'a pas la main heureuse dans le choix de ses mots d'ordre mais encore il porte malheur aux autres.

Les trotskistes, depuis deux ans, désirent ardemment avoir un député, comme une femme stérile désire un enfant. Et que n'ont-ils pas fait pour cela ? Aux dernières élections, ils sont allés jusqu'à implorer les staliniens et les socialistes en leur proposant d'abandonner toutes leurs voix d'avance si, en échange, ces partis voulaient bien laisser une circonscription libre pour l'élection d'un tout petit député trotskiste, ne serait-il que de la taille de Pierre Frank. Rien n'y fit. Ils se sont beaucoup dépensés, n'ont pas ménagé leurs efforts, ni des masses d'argent et sont finalement revenus, de la bataille, bredouilles, cocus, battus et... évidemment contents. Pourtant il n'y a pas de quoi, vraiment ! Ils se sont présentés dans deux fois plus de circonscriptions que la dernière fois pour récolter 59 mille voix (la dernière fois 49 mille) et la chose la plus surprenante pour eux fut de constater que dans toutes les circonscriptions où ils avaient déjà bataillé aux élections de juin 1946, ils ont enregistré des pertes sensibles de leur voix allant parfois jusqu'à (...).

Pauvres, pauvres trotskistes. Il serait cependant faux d'en conclure que l'influence trotskiste tend à décliner dans la même mesure que leurs voix. Mais la solution de l'énigme, que les trotskistes n'ont pas encore saisie, réside précisément dans le fait que leurs sympathisants ont pris à la lettre ce qu'ils leur disaient. On leur a tant dit et répété qu'il fallait barrer la route à la "réaction", qu'il fallait opposer le bloc ouvrier (PCF-PS) aux formations politiques de la bourgeoisie. Et bien, il était logique que ces sympathisants votent pour le PCF et le PS - et non pour le PCI - seuls efficacement placés pour battre un candidat MRP ou PRL.

Quand on fait de l'opportunisme il faut le faire avec logique jusqu'au bout. Grands pontifes de la manœuvre trotskiste...

Force et faiblesse du Parti socialiste

Il peut sembler, à première vue, que toute notre analyse de la situation politique en France, de la force et de la fonction des divers partis la composant soit erronée du fait que les résultats des élections semblent contredire et démentir l'idée que nous avons émise pressentant le parti socialiste comme le pivot de la politique et de gouvernement français à venir. En effet dans les études que nous avons consacrées à la situation en France depuis les élections de juin, nous avons constamment rejeté les affirmations sur l'affaiblissement du PS, sur la soi-disant crise de ce parti, sur son déchirement entre la droite et une gauche, sur un prétendu grignotage de la part de PCF et les affirmations fantaisistes sur un rapprochement avec les staliniens. Et pourtant le PS vient

d'essuyer la plus grande défection des voix et sort le grand vaincu des élections. Comment pouvons-nous maintenir notre appréciation et ne pêche-t-elle pas à la base ? Eh bien, franchement, et tout en écrivant sous l'effet immédiat des élections, nous croyons devoir maintenir notre appréciation et cela malgré les apparences immédiates.

Comment s'explique l'échec électoral incontestable des socialistes. D'abord il faut constater que leurs voix en moins ne sont pas allées, comme on le croit, aux communistes mais, à notre avis, surtout vers l'abstention. A cela il y a deux raisons : la première est la campagne formidable menée autour des scandales éclaboussant et compromettant essentiellement les ministres socialistes.

D'une façon générale, le Parti communiste s'avère être imbattable dans l'art de manœuvrer des larges masses, d'orchestrer des campagnes de calomnies, d'organiser la propagande, des campagnes spectaculaires et des manifestations de tous ordres ; cela est dû en plus aux illusions des masses en la Russie, à son organisation ultra-centralisée, militarisée dirons-nous, à son dynamisme, à son manque de tout scrupule dans le choix des moyens et à ses origines populaires. Il n'y a qu'une formation politique capable de lui disputer ce savoir-faire, et pour des raisons identiques, c'est le parti fasciste. Dans ce domaine le parti socialiste paraît beaucoup plus "mou" en même temps que lourd. Il manœuvre aussi mal dans les masses qu'il sait être subtil et plein de finesse dans les sphères pures de la politique, dans les parlements, commissions, conférences, gouvernements. Les communistes sont les as de la grossière manœuvre spectaculaire, frappant l'esprit de la masse ; les socialistes sont les "aristocrates" de la manœuvre dans les coulisses de la fine diplomatie, dans la pénombre, loin des bruits de la rue. Les socialistes peuvent subir de graves échecs dans les élections, ils ne perdront pas de leur force sur leur propre terrain. Ce qui n'est pas le cas, pour les communistes qui ne peuvent maintenir une place plus haute que s'ils sont soutenus par une base dans la rue doublement et triplement plus forte.

A côté des lourds chevaux de trait que sont les staliniens, les socialistes apparaissent comme des chevaux de course racés.

De tout temps, le mouvement syndical français échappait à la domination socialiste qui, même aux plus beaux jours après la scission politique et syndical, ne pouvait se prévaloir d'une grande influence dans les masses ni dans les organisations syndicales. Malgré la politique anti-ouvrière du ministre du travail, le communiste Croizat, malgré leur manœuvre lors de la grève des postiers et du mouvement des fonctionnaires, mettant adroitement les staliniens en posture de briseurs de grève, les socialistes se sont avérés incapables de mettre suffisamment ces faits à leur avantage et d'entamer sérieusement l'influence stalinienne dans la CGT.

C'est le fait d'avoir servi trop longtemps de couverture en même temps que de marche d'escalier aux staliniens qui fait perdre aux socialistes une partie de sa clientèle désorientée. Cette clientèle n'est pas définitivement perdue pour lui, il la retrouvera demain dès qu'il s'engagera dans une politique plus affirmative, sans crainte de rupture du "juste équilibre".

Et tout indique que le PS tend vers cette nouvelle politique. En définitive, le PS a perdu une bataille mais sa puissance politique n'est pas entamée. Et nous persistons à croire que, dans l'avenir tout proche, se vérifiera notre affirmation que le parti socialiste reste le meilleur représentant, dans la situation actuelle du capitalisme français, et l'axe de sa future combinaison gouvernementale.

* * *

À quelque chose malheur est bon. La diminution du groupe socialiste dans la chambre a fait perdre la majorité numérique au bloc des "parti ouvriers". Cette situation exclut désormais toute possibilité d'un gouvernement PCF-PS. Les socialistes ne doivent pas être fâchés d'être ainsi définitivement libérés de toute démagogie stalinienne sur la participation à un gouvernement bipartite ou sur le soutien d'un gouvernement stalinien. Débarrassés de ce cauchemar, ils se sentiront les coudées franches et plus libres dans leurs mouvements et leur manœuvre et, tout en étant numériquement plus faibles, ils occuperont des positions plus fortes en devenant l'arbitre de toute combinaison gouvernementale.

* * *

Le bloc pro-russe mis de côté, restent deux grands partis pouvant prétendre à la direction de l'État français : le MRP et la SFIO. On ne peut pas encore accorder une place prépondérante au Parti radical, quoique ce parti revienne renforcé et qu'il passera indiscutablement, demain, des bancs de l'opposition, qu'il occupait depuis deux ans, à ceux de la nouvelle majorité.

"Le Parti radical est un parti de gouvernement" a déclaré Herriot au dernier congrès de ce parti et aucun doute qu'il siège demain dans une coalition gouvernementale. Mais il ne peut, sauf un concours de circonstances particulièrement heureux pour lui, prétendre assumer, dès maintenant, la direction de l'État.

Des deux partis, du MRP et de la SFIO, nous croyons que, malgré sa supériorité numérique, le premier doit céder les rênes du futur gouvernement au dernier. Cela pour bien des raisons et, entre autres, pour la raison primordiale de la nécessité de faire une place aux staliniens dans le futur gouvernement, sans quoi les socialistes eux-mêmes se refuseront à y participer. A moins de rejeter les communistes et les socialistes dans l'opposition et de s'appuyer sur tout le restant de la chambre, ce qui paraît aléatoire, le MRP doit passer la main aux socialistes ou à une personnalité "neutre".

D'aucuns camarades ont émis l'idée d'une opposition entre le MRP et les socialistes, traduisant sur le plan français une rivalité qui existerait sur le plan international entre les États-Unis et l'Angleterre et qui, toujours d'après ces camarades, est perceptible dans tous les pays non occupés par la Russie, où se livrerait une lutte entre les partis sociaux-démocrates et démocrates-chrétiens, soutenus les uns et les autres par ces deux puissances impérialistes. Ils appuient en outre leur thèse sur la victoire récente des Républicains aux États-Unis, victoire essentiellement dirigée contre l'Angleterre. C'est cette évolution de la situation internationale qui expliquerait l'échec socialiste en France, qui serait en réalité le commencement du déclin des partis socialistes et du bloc Anglais.

Toute cette idée serait soutenable si réellement il existait un antagonisme fondamental États-Unis-Angleterre. Mais nous l'avons déjà dit, nous ne croyons pas à un tel antagonisme du fait que l'Angleterre a volontairement abdiqué devant la suprématie des États-Unis. Des frictions peuvent surgir et surgiront encore, sans doute, dans l'avenir entre ces deux pays capitalistes mais elles ne peuvent s'orienter vers une opposition permanente et absolue. L'accord ou, si l'on veut, la soumission de l'Angleterre est bien plus grande en définitive que les oppositions existantes. De ce fait, nous ne pensons pas qu'il faut rechercher dans les autres pays des ramifications de ce prétendu conflit. Et le Parti socialiste français nous paraît donner autant de garanties au capitalisme américain que le MRP.

Où va la France ?

Sorti du provisoire sur le plan constitutionnel, la France continuera à végéter dans le provisoire économique et politique.

Sur le plan économique, aucune solution n'est apportée et peut être apportée en dehors des mesures à caractère palliatif, portant à peine remède à la grave situation économique où se débat l'économie française.

Sur le plan financier : l'inflation pourra à peine être enrayée et sera plutôt masquée par d'éventuelles mesures de dévaluation. Au nom du sauvetage du franc, de nouveaux impôts, de nouvelles augmentations de prix, de nouvelles économies réalisées sur le dos des fonctionnaires et des travailleurs de l'État. Une solide équipe gouvernementale, offrant non seulement des garanties morales mais prête à faire des concessions politiques et aussi à céder éventuellement des places stratégiques, pourrait obtenir en échange quelques aménagement économiques et emprunts financiers des États-Unis.

Sur le plan de la politique extérieure, un alignement du franc sur le bloc Anglo-américain.

Dans la direction gouvernementale : fin du tripartisme, élargissement de la majorité allant vers la "droite", entrée en scène des radicaux, affaiblissement du poids des staliniens, les communistes serviront surtout dans les postes anti-ouvriers (ministre du travail etc...), renforcement des positions des socialistes, ceux-ci demeurant l'axe du gouvernement et de la politique future du capitalisme français.

Le prolétariat français continue à marquer son absence totale de l'arène politique. Ni directement ni indirectement, à aucun instant ne s'est fait sentir une pression quelconque des ouvriers dans les événements.

La classe ouvrière, ou bien suit les partis traditionnels de la bourgeoisie ou bien se réfugie dans un pessimisme noir et dans l'indifférence envers le chose publique.

Les hommes du gouvernement de demain - et tous les partis politiques enfin libérés des soucis électoraux et des craintes de braver l'impopularité - s'engageront résolument dans la voie des mesures extrêmement draconiennes, réduisant encore les conditions de vie des masses travailleuses. La signification finale des élections est une consolidation politique de l'État capitaliste français, marquant un nouveau recul du prolétariat.

La voie vers la troisième guerre mondiale est ainsi un peu plus déblayée.

G. Marco

BLUM OUVRE L'ÈRE DE LA QUATRIÈME REPUBLIQUE

Les événements politiques qui se sont déroulés depuis que nous avons écrit notre dernier article sur la "signification politique des élections" ont complètement confirmé notre appréciation et nos pronostics. En même temps, les événements se sont chargés de faire table rase des affirmations sur le réveil de la lutte de classe en France et dont la menace aurait dicté, à la bourgeoisie, la formule gouvernementale du tripartisme (voir *Le Prolétaire* et la FFGC), ou cette autre affirmation ridicule de Lastérade au meeting de la FFGC : "*Le Parti socialiste est une survivance du passé, condamné à disparaître plus ou moins rapidement*". L'erreur, aujourd'hui patente, de ces deux groupes est due à leur analyse superficielle et incorrecte de la situation réelle de la France et du monde.

Ceci dit, revenons aux événements.

Après une courte période de tâtonnement, les partis politiques de la nouvelle chambre n'ont pu résoudre la crise ministérielle qu'en faisant appel à la personnalité de Léon Blum.

Il serait trop long d'entrer dans les détails et d'énumérer toutes les péripéties de la crise ministérielle. Chaque parti s'employait à manœuvrer au mieux pour mettre dans l'embarras le parti concurrent et damer le pion à son adversaire.

En tête venait naturellement le "premier parti de France", le PCF. En qualité de "premier", il revendiquait "l'honneur et la responsabilité" de présider le nouveau gouvernement. Ce n'est pas que le PC prenait réellement au sérieux sa revendication. Personne, y compris lui-même, ne s'inquiétait de cette revendication ; mais en la posant, il entendait surtout mettre dans l'embarras le parti socialiste et accroître le désarroi dans ses rangs (que le dernier échec électoral a quelque peu troublés).

Si les socialistes ont finalement voté pour la candidature de principe de Thorez - et ils ne l'ont pas fait sans répugnances -, c'était pour couper court à la manœuvre d'enveloppement des stalinien et pour mettre, une bonne fois pour toutes, fin à leur démagogie, tout en s'assurant que la candidature de Thorez ne restera jamais qu'à l'état de principe. D'autre part, en laissant subsister le doute sur leur attitude finale dans la candidature Thorez et en se refusant à accepter le marché stalinien de partage des présidences (le présidence de l'assemblée aux socialistes à la condition qu'ils votent pour Thorez), les socialistes ont fait apparaître les stalinien comme de vulgaires maquignons. En effet, les stalinien, surpris et déroutés, ont voté contre la présidence Vincent Auriol qui fut élu contre eux. Ainsi les socialistes ont réalisé tous les bénéfices :

- étouffer la manœuvre stalinienne dans l'œuf et voter pour Thorez à l'état de "principe" ;
- discréditer les stalinien en mettant en évidence leur marchandage grossier ;
- faire endosser aux stalinien la responsabilité de rompre la solidarité de "gauche" par leur vote contre Vincent Auriol ;
- et finalement prendre eux-mêmes la place dans une nouvelle majorité anti-stalinienne avec le fauteuil de la présidence de la chambre pour prime.

La première manche du match PC-PS a donc été gagnée avec brio par les socialistes.

La seconde manche MRP-PS ne fut pas moins brillamment enlevée. En laissant au MRP toute la responsabilité de la charge contre les stalinien, les socialistes se sont réservés tout l'avantage. L'exclusif jeté par le MRP contre une présidence stalinienne devait entraîner la réciprocité et rendre impossible une présidence MRP. Dès lors, les socialistes, qui se sont préservés habilement, paraissent les seuls susceptibles de résoudre la crise.-

Après avoir laissé les autres partis tourner en rond et s'épuiser sous la conduite "impartiale" du président Auriol, les socialistes abattent enfin leur carte maîtresse : Léon Blum.- Le coup fut frapper juste. Tous les partis l'ont reçu et se sont inclinés car, et ce n'est pas le moins significatif de cette crise, c'est Léon Blum, l'homme extra-parlementaire qui dicte à tous les partis du parlement ses conditions ; et la première qu'il pose est le retrait de toute candidature opposée à "l'accord général".

Dans l'article sur la signification des élections, écrit au lendemain même des élections, nous avons analysé longuement la situation politique en France et la place occupée par le PS. Il va de soi que nous n'avons pas corrigé notre appréciation pleinement confirmée par les récents événements et l'élection de Blum à la présidence.

Toutefois il faut souligner quelques points :

Le vote massif de l'assemblée (575 sur 590), les déclarations de tous les groupes lors du vote et plus particulièrement celle de Paul Raynaud (et il s'y connaît) proclamant Blum comme l'homme de l'heure, comme le meilleur représentant des intérêts français et rappelant opportunément les récents accords Blum-Truman. Mais

il est juste, qu'aussi grande que soit l'autorité personnelle de Blum, Le Troquer avait raison de rappeler que Blum c'est aussi et surtout le chef du Parti socialiste qui a un programme et une conception gouvernementale. Ce programme et cette conception, personne ne peut mieux s'en servir que l'homme qui les a fondés et les a, durant les derniers mois, amplement commentés et précisés dans *Le Populaire*. Blum n'est pas une personnalité neutre ; c'est l'homme du Parti socialiste, c'est le Parti socialiste personnifié.

Et, si la France peut en ce moment se personnaliser dans cet homme et dans ses conceptions, c'est parce que le Parti socialiste, dont ils font partie, est l'expression politique la meilleure du capitalisme français et les garants les plus qualifiés de son État.

* * *

Ce n'est pas seulement en France que Blum réalise l'unanimité autour de lui ; son élection est saluée chaleureusement à Londres et à Washington. Son choix, dit avec raison la presse anglo-américaine, facilitera grandement le rapprochement de la France avec ces pays et permettra une collaboration des plus efficace. Ceux qui croyaient apercevoir une hostilité de la part de Washington à l'égard du socialisme européen pourront facilement se convaincre du contraire à la lecture de la presse américaine commentant l'élection de Blum.-

Nous ne connaissons pas encore les commentaires russes. Il ne serait pas étonnant qu'ils soient plutôt frais, à moins qu'à mauvaise fortune la Russie ne préfère, pour raison diplomatique, faire bonne figure.

A en juger par les réticences des staliniens en France, nous pouvons supposer les sentiments véritables de la Russie à l'égard du gouvernement Blum et de l'orientation de la France.

Quoi qu'il en soit, les staliniens, défenseurs du bloc russe en France, auront plus de mal à user de leur arme préférée, l'agitation ouvrière, contre le gouvernement Blum. On sait que les staliniens usent assez adroitement de leur position avantageuse dans la classe ouvrière et dans la CGT qu'ils ont domestiquée, pour obliger les autres partis à leur faire constamment des concessions sur le plan gouvernemental.

Lors de la présentation de la candidature de Thorez, l'Union des Syndicats de la Région Parisienne a voté une résolution faisant sien le programme gouvernemental du Parti communiste, exprimant ainsi une menace non déguisée de chantage à l'agitation ouvrière. Mais cette arme stalinienne assez redoutée par les autres partis serait peu efficace contre Blum dont la popularité est trop grande parmi les ouvriers qui font de lui le père des 40 heures, de la semaine des deux dimanches et des congés pays. Pourtant les ouvriers feraient mieux de méditer sur la déclaration de Blum au procès de Riom, justifiant en ces termes sa gestion au gouvernement de "Front populaire" : *"J'AI ASSURÉ LA PROPRIÉTÉ AUX PROPRIÉTAIRES, MAINTENU LES OUVRIERS DANS LES USINES ET ASSURÉ LA RUE À LA FORCE PUBLIQUE."*

Toute la politique de Blum et du Parti socialiste est dans cette phrase et les ouvriers feront bien de se la rappeler. La pause, l'arbitrage obligatoire, le gouvernement Blum de "Front populaire" furent une étape décisive vers la guerre impérialiste.

Tout comme hier, et plus qu'hier, le capitalisme français se trouve aujourd'hui devant des difficultés d'ordre intérieur et international.

L'avènement de la politique de Blum et du Parti socialiste donne tout son sens à l'inauguration de la quatrième République de la bourgeoisie française.

G. Marco

P.S. Cet article ayant été écrit antérieurement à la formation du gouvernement socialiste homogène sous la direction de Blum, nous commenterons cette situation dans le prochain *Internationalisme* et, surtout, la très intéressante et importante déclaration de Blum à l'occasion de la présentation de son Ministère.-

Pour l'instant nous ne ferons que reproduire un passage de l'article du *Monde* du 18 décembre, commentant la formation du gouvernement Blum :

"On se félicite de voir les communistes hors du gouvernement. Ce qui semblait indispensable est devenu réalité. L'opération s'est faite sans douleur, sans doute parce que le sacrifice est partagé par le concurrent MRP. Il n'en reste pas moins que le charme est rompu de ce sortilège que constituait leur nécessaire présence dans l'État. On espère du même côté (la droite) qu'à la faveur des difficultés du pouvoir la discorde s'aggravera entre les deux partis ouvriers."

On ne pouvait pas mieux dire.

LETTRE

A la Gauche Communiste Internationale Au Parti Communiste Internationaliste d'Italie.- A la Fraction Belge de la GCI.- A La F.F.G.C.

Chers camarades,

A l'occasion de la rencontre Internationale, en vue de la reconstitution du Bureau International de la G.C.I., disparu depuis début de la guerre, nous adressons cette lettre qui est à la fois une protestation, un cri d'alarme et une dénonciation,

En effet la reconstitution du BI tend à se faire en passant outre à une situation qui faisait subsister, en France deux groupes de la G. C.I., et en éliminant purement et simplement un des deux: notre groupe:

la Gauche Communiste de France.

Il est nécessaire de rappeler que le B.I. fut constitué en 1938, sur la base d'une résolution de principes dont l'acceptation était la condition d'admission à la GCI. Sa disparition au début de la guerre ne fut pas un effet du hasard mais le produit d'une crise politique de la G.C.I. à la suite d'une série d'erreurs théoriques ou d'analyses de la situation et des perspectives. Depuis les tentatives de reconstitution du B.I. se sont heurtées à l'existence de divergences qui allaient en s'aggravant.

Il s'est avéré que toute reconstitution du B.I. ne pourrait se faire qu'à la suite d'une solution ou tout au moins d'une discussion approfondie des divergences.

Il est donc impossible qu'on puisse constituer un B.I. de par la simple volonté d'une partie de la G.C.I., serait-elle la majorité écrasante, sans convoquer préalablement tous les groupes se réclamant des bases de la G.C.I., SANS EXCEPTION, à une Conférence politique Internationale.

Depuis mai 1945, existent en France, deux groupes se réclamant de la GCI : la F.F.G.C. et la GCF.

La coexistence, dans un pays de deux groupes scissionnés se réclamant d'un même courant politique international est certes une situation regrettable. Mais on ne pourrait aucunement s'arrêter sur le côté formel de cette situation et vouloir la résoudre organisationnellement par des investitures et des éliminations car un tel fait a une profonde signification politique.

Cela n'est pas dû à un simple hasard, bien que souvent on tente de masquer la réalité derrière des mesquineries et des questions personnelles.

Quoi qu'il en soit il n'appartient à personne de "juger", sans examen et surtout prématurément, le différend qui oppose ces deux groupes, même si d'autres questions que des questions politiques existaient. (Ce qui n'est pas le cas ici).

Les deux groupes gardent les mêmes droits. Ils sont vis à vis du courant tout entier une situation de fait, situation et moment qui doivent trouver leur conclusion au travers d'une discussion politique du courant tout entier.

Ce n'est pas la première fois qu'une telle situation se produit, toute l'histoire du mouvement ouvrier, et ses moments les plus riches nous en apportent la preuve, n'a été qu'une continuelle confrontation de groupes et de tendances.

Il y a toujours eu 3 méthodes employées pour surmonter les difficultés issues de telles situations :

- 1) la méthode révolutionnaire honnête et loyale ;
- 2) la méthode opportuniste ;
- 3) La méthode sectaire et bureaucratique.

La méthode révolutionnaire consiste à porter le débat politique dans toute l'organisation et ouvertement devant le prolétariat. Partant des divergences entre deux groupes ou tendances, elle tend à élever le débat et à déterminer une atmosphère permettant une plus haute prise de conscience révolutionnaire de l'ensemble du mouvement et de la classe.

La deuxième méthode, celle de l'opportunisme, consiste à « oublier », « passer l'éponge », à faire des chinoiseries, à tourner en rond et à camoufler le fond des débats.

La troisième méthode consiste à « juger » d'en haut par quelques éléments des organismes « supérieurs », sans permettre la vérification par l'ensemble des militants de l'organisation. Ce sont des résolutions oubliées par les C.C. ou les C.E., résolutions prononçant « ad hoc » des mesures organisationnelles et disciplinaires, des exclusions administratives. En un mot, on tache de couper le groupe visé du reste de l'organisation et cela par tous les moyens. C'était la méthode à l'honneur dans l'IC du temps de Zinoviev et de Staline.

C'est cette méthode qu'on emploie aujourd'hui contre nous et qui semble vouloir triompher dans la GCI. Cela non plus n'est pas dû au hasard.

LES METHODES IMPLIQUENT UNE POLITIQUE. ELLES ONT LEUR CORROLAIRE ET LEUR SOURCE DANS TOUTE LA LIGNE POLITIQUE D'UNE ORGANISATION. (Voir l'annexe).

°
° °

Il n'est peut être pas inutile de faire ici une mise au point. Nous avons souvent dénoncé Vercesi. Nous l'avons fait avec violence et passion. C'est la raison qui a fait dire qu'il y avait des questions personnelles. Celle là et bien d'autres encore.

Il faut dire ici, afin d'en finir une bonne fois avec ces chicaneries. Personnellement nous gardons une grande estime au camarade Vercesi dont le mérite ne peut pas être contesté d'avoir été le principal animateur de la F.I., de la G.C.I. et de la revue **Bilan** durant de longues années avant la guerre de 1939.

Mais nous repoussons tout fétichisme de la personne si grande soit-elle. Aussi grande estime qu'on puisse avoir pour l'homme, ses pensées et ses actions sont impersonnelles du fait qu'ils sont transformés en idées et actes exprimant un courant politique dans le mouvement. Nous avons tous estimé la grande valeur d'un Lénine à qui nous devons beaucoup. Cela ne nous a jamais empêché dès son vivant de combattre avec acharnement les positions politiques erronées qu'il défendait et où nous décelions des germes d'opportunisme.

Il en est de même pour Trotsky. Ce n'était pas la personnalité de Trotsky que la G.C.I. Mettait en cause dans ses critiques violentes, mais uniquement et essentiellement sa tendance politique. Pour Vercesi c'est la même situation qui se produit. Toute une tendance politique qui semble triomphé dans la G.C.I. se rattache à ce nom et se manifeste dans un sens que nous pensons être de l'opportunisme et qui conduit à la trahison de ce qu'est réellement la G.C.I.

°
° °

Il faut rappeler ce qu'est et comment s'est constitué la GCF.

Les camarades de la GCF sont les fondateurs du Noyau de la Fraction en France. Au début de 1942. La déclaration de Principes élaborée fut présentée et acceptée à la Conférence de la Fraction italienne en mai 1942. Cette déclaration de Principes avec la Résolution de Constitution du B.I. Constitue encore aujourd'hui un des documents programmatiques de notre organisation.

Durant toutes les années de guerre les camarades de la G.C.F. Ont participé étroitement à l'activité de la F.I. Avec qui ils ont multiplié les efforts pour le maintien de la GCI et pour la reconstitution du Bureau International contre l'opposition de la minorité de F.I. En Belgique et d'une partie de la Fraction Belge se refusant à tout travail politique pendant la guerre. Dans ce travail opiniâtre de rétablissement des liaisons internationales de la

G.C.I., sous l'occupation allemande, un de nos camarades fut arrêté en Belgique au cours d'une mission de liaison. Il fut arrêté par la police allemande et jeté en prison. (janvier 1944).

Un autre camarade de la G.C.F vieux militant de la F.I. Avant guerre, faisait partie du groupe de Marseille qui a reconstitué, au début de la guerre la F.I. Et maintenu la vie politique et les principes révolutionnaires de la G.C.I. Contre les théories révisionnistes, l'abandon et la chute dans le Comité de Coalition Antifasciste de la tendance Vercesi.

A la veille de la « Libération » et au cours de celle-ci, la G.C.F. a publié le premier numéro de *L'Étincelle* et a collé sur les murs de Paris des affiches dans lesquelles elle appelait les ouvriers à ne pas participer à cette guerre impérialiste aussi bien du côté fasciste que du côté démocratique « antifasciste ». Elle appelait les ouvriers à se regrouper sur leur terrain de classe pour la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile du prolétariat contre le régime capitaliste mondial.

Depuis nous avons publié 15 numéros de notre journal : *L'Étincelle* et 15 numéros de notre Bulletin Théorique et de Discussions : Internationalisme et une série de Bulletins Spéciaux et de Tracts. Dans toutes ces publications la G.C.F est constamment restée fidèle aux positions Principielles de la GCI et s'est efforcée de donner des réponses théoriques et politiques à des problèmes que la GCI n'avait fait qu'aborder. (La question russe et la nature Capitaliste de l'État Russe - Le capitalisme d'État : tendance du Capitalisme Moderne – Perspectives et taches de la Période Transitoire - Analyse et perspectives du Cours présent - La question syndicale – Le Parlementarisme – la question de l'État après la Révolution Proletarienne -).

La scission survenue contre notre volonté en mai 1945 déterminant l'existence de deux groupes en France se réclamant également de la G.C.I., avait pour fond des divergences politiques extrêmement sérieuses qui existaient alors et existent toujours au sein de toutes les autres organisations de la G.C.I. Le fait que la scission s'est effectuée dans la confusion mettant en avant des questions secondaires et personnelles, a rendu tout à fait impossible tout éclaircissement et confrontations politiques sur la base de ces divergences au sein de la G.C.I.

Il est évident que les « résolutions » du C.C. Du P.C.I. et de la F.B. Concernant la scission, et leur investiture à la F.F.G.C relèvent de leur méconnaissance totale des faits réels (manque complet d'informations) et de leur fond politique et ne pouvaient contribuer à solutionner les problèmes et les divergences valables pour toute la G.C.I. Ces résolutions sont d'autant plus singulières que par ailleurs le C.C. du P.C.I aussi bien que la F.B. se sont abstenus de répondre aux lettres politiques que nous leur avons adressé depuis un an, au sujet de ces différends et leur opposant la réunion d'une Conférence de la G.C.I.

La F.B. N'avait pas toujours eu un pareil comportement. En avril 1945 dans une situation à peu près analogue de la Fraction Italienne scissionnée en deux groupes (la F.I. en France ayant exclu le groupe de Bruxelles pour sa participation au Comité Antifasciste), la F.B. Proposait une Conférence Internationale de la G.C.I. avec la participation des deux groupes italiens, avec un ordre du jour portant sur l'ensemble des divergences existant dans la G.C.I.

Nous avons accepté alors cette proposition parce que tout en condamnant avec la plus grande intransigeance la participation au Comité Antifasciste nous estimons inconcevable de résoudre un tel problème par la voie des mesures organisationnelles uniquement. Nous n'avons cessé de réclamer la convocation de cette conférence.

On ne peut manquer d'être frappé de fait qu'aujourd'hui on refuse pour la situation des Fractions Françaises ce qu'on avait proposé pour solutionner le cas des deux groupes de la Fraction Italienne ; alors qu'hier on était très « démocrate » quand il s'agissait d'un groupe qui a trempé dans un Front Unique d'une Coalition Antifasciste avec tous les partis de la bourgeoise on élimine bureaucratiquement et sans appel aujourd'hui le courant le plus radical qui depuis des années n'a cessé de lutter contre les déviations opportunistes dans la G.C.I.

En conclusion, nous reprenons notre proposition d'une Conférence Internationale de tous les groupes de la G.C.I. dans le but de discuter ouvertement tous les problèmes où peuvent exister des divergences, et nous demandons de participer à tous les travaux préparatoires en vue d'une telle Conférence.

Considérant que la rencontre qui doit présider à la formation d'un BI ne peut être qu'une étape en vue de la réunion d'une Conférence Internationale, nous réclamons instamment le droit de participer à cette rencontre préliminaire.

Toute autre solution qui consisterait à éviter le débat sur les questions politiques et les divergences, reviendrait en fait à préparer sûrement l'éclatement de crises et de scissions à chaque tournant sérieux de la situation dans l'avenir.

On ne sauvegarde pas « l'unité » d'une organisation par des mesures organisationnelles et bureaucratiques. On ne renforce pas le fondement en couvrant d'une légère couche monolithique donnant l'apparence d'une homogénéité politique.

Profondément convaincus de la gravité de la situation dans la G.C.I. dans un cours particulièrement critique que traverse le mouvement ouvrier international, nous en appelons à la conscience des camarades militants de la Gauche Communiste Internationale pour réagir contre l'orientation opportuniste et les méthodes bureaucratiques.

Salutations révolutionnaires.

La Gauche Communiste de France
28 novembre 1946

ANNEXE

Il est à peine concevable que les positions et actes politiques que nous citons soient le fait des camarades et tendances se réclamant de la G.C.I. agissant en son nom et se revendiquant encore de ses bases programmatiques.

1/ Dès avant la guerre apparaît une théorie prétendant nier l'existence d'antagonismes inter-impérialistes. Partant de là on a nié qu'à l'éclatement des hostilités de 1939, l'éventualité d'une guerre impérialiste mondiale. A l'antagonisme inter-impérialiste on a substitué une théorie de « *la loi de solidarité inter-impérialiste* ». La guerre impérialiste mondiale se transformait en guerres localisées n'ayant d'autres mobiles et buts que la destruction physique du prolétariat.

Le cours vers la guerre exprimant le recul du prolétariat devenait le cours du renforcement du prolétariat et de la révolution montante. Pour symboliser la « *nouvelle conception* » on a remplacé le titre de la revue qui de **Bilan** est devenue **Octobre**.

2/ La nouvelle théorie prétendait que le système capitaliste est parvenu à sortir de sa crise permanente par la vertu de « *l'Économie de guerre* ». L'Économie de guerre étant comprise non en fonction de inimitabilité d'une confrontation mondiale en préparation mais comme une politique économique « en soi » solutionnant les contradictions économiques et ouvrant la phase du « *plus grand essor* » du développement capitaliste.

3/ En même temps qu'on aboutissait au renforcement économique du système capitaliste on proclamait la possibilité d'amélioration des conditions de vie des travailleurs par la société capitaliste dans sa phase présente.

4/ Pendant la guerre on proclamait l'inexistence sociale du prolétariat. Cela en liaison avec une nouvelle adaptation circonstancielle de la fameuse théorie de l'économie de guerre.

5/ Parallèlement on proclamait l'impossibilité de toute activité politique des révolutionnaires : on condamne l'existence même d'une organisation de classe et on va jusqu'à affirmer que tout groupe subsistant, du fait de « la disparition sociale du prolétariat » ne peut être l'expression de la seule classe subsistante : la bourgeoisie.

6/ On jettera la conception de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile à laquelle on substituera le vœu creux du petit bourgeois de la cessation de la guerre (attentisme « révolutionnaire »).

7/ On niera toute possibilité de reprise de la lutte de classe durant la guerre pouvant déterminer un changement de cours et y mettre fin. On inventera la théorie de la « *crise économique de l'économie de guerre* ». La guerre devant cesser à la suite d'une crise de sous-production et d'épuisement de conditions nécessaire à sa poursuite.

8/ On niera toute signification d'un changement de cours contenu dans les événements de la période critique de 1943 en Italie. En même temps que se constitueront effectivement les prémisses de la formation du P.C.I., on dénoncera comme « aventurière » toute idée d'ouverture d'un cours favorable à la formation du Parti. (À cette époque, les camarades en question ignoraient encore ce qui se passait en Italie où le P.C.I. venait d'être fondé).

9/ Des voix qui se disaient être de la Gauche Communiste (et formellement elles en faisaient partie) s'élevèrent en pleine guerre, pour démontrer le caractère non-impérialiste de l'État russe.

10/ On défend encore jusqu'à aujourd'hui publiquement la définition de « la nature prolétarienne de l'État russe » et la formulation trotskiste de « l'État ouvrier dégénéré ».

11/ Au moment de la « libération », sous la haute direction spirituelle de Vercesi, se monte à Bruxelles une « *entreprise philanthropique* » sur une base sentimentale nationaliste, pour « *sauver les prisonniers de guerre italiens* ». En vue d'une œuvre d'un si haut caractère, on peut évidemment tout faire. C'est donc pour « camoufler » la générosité de cette action qu'on forme le Comité de coalition Antifasciste où participent tous les partis de la bourgeoisie italienne (du parti chrétien aux staliniens). Entraîné dans une si bonne voie, on publie un journal avec les organisations citées, ***L'Italie de demain***. Ici, à côté des salutations au socialiste de Brouckère, présenté par Vercesi comme l'ami du prolétariat italien, voisinent des appels d'engagements dans les formations militaires pour la libération nationale et de lutte contre le fascisme et les « boches ». D'une chose à l'autre on participe à l'épuration dans Bruxelles et on se fait les auxiliaires volontaires de la police.

Pendant longtemps on a tenté de passer sous silence ces faits que nous nous abstenons de qualifier, la F.B. à ce jour n'a jamais soufflé mot dans son organe.

Dans des conversations orales, on présente le comité de coalition pour la guerre comme « *l'embryon des Soviets* ». En France on tentait carrément de nier les faits et encore tout récemment en réponse à l'attaque du journal anarchiste ***Le Libertaire***, on se contente de répondre simplement par des injures.

12/ Il existe réellement et la F.B. en tête, tout un courant politique dans la G.C.I. qui non seulement approuve les actions politiques liées au Comité de Coalition Antifasciste de Bruxelles, mais qui encore déclare être prêt à recommencer la même politique dans une situation analogue. Cela nous indique quel sera leur comportement dans la prochaine guerre.

13/ Au moment de la Libération, la F.B. s'adresse aux trotskistes (défenseurs et participants à la guerre impérialiste au travers de l'antifascisme, la défense de l'URSS, de la participation à la Résistance et à la Libération Nationale) pour la publication en commun d'un Bulletin politique.

14/ A la même époque le P.C.I. d'Italie de son côté adresse une lettre au parti socialiste et stalinien leur demandant « *le regroupement des forces du prolétariat pour la révolution socialiste* ».

15/ Le P.C.I. d'Italie participe de façon constante à toutes les campagnes électorales municipales et parlementaires.

16/ Dans la question syndicale, on continue à prôner la nature de classe des syndicats et l'action en vue de leur redressement alors qu'ils sont des organisations typiques de l'État capitaliste.

17/ Le P.C.I. d'Italie va jusqu'à prendre l'initiative de formation de minorités syndicales.

18/ En France, on s'appuie officiellement sur un groupe se réclamant en tout verbalisme de la CGI mais dont la composition de laisse apparaître qu'une très faible minorité d'anciens camarades de la G.C. Qui, pour y entrer ont abandonné la Déclaration de Principes de 1942, base constitutive programmatique de la Fraction en France. Le reste de l'organisation est un conglomerat de plusieurs tendances étrangères à la G.C. Tous sont des camarades sincères, révolutionnaires mais issus de formations politiques telles, l'U.C., la minorité italienne (exclue en 1936 pour la question espagnole) et l'ancien groupe C.R. *Contre le courant*.

19/ Il n'est pas moins significatif d'entendre les camarades de l'ancienne minorité italienne membres de la F.F.G.C. Se revendiquer publiquement de leurs positions lors de la guerre impérialiste en Espagne alors que la G.C.I. était formée sur la base de la rupture et la dénonciation de tous les groupes qui participaient à cette guerre.

20/ Dans la résolution de la F.F.G.C. Parue dans leur unique bulletin théorique, ils justifient leur scission d'avec nous, et notre élimination de la G.C.I. entre autre par notre position antisyndicale (?!).

21/ Alors qu'on refuse tout contact et toute discussion, toute réunion avec les groupes R.K.D, U.C.I., C.R., et nous mêmes, c'est à dire les groupes qui ont eu pendant la guerre la seule attitude révolutionnaire prolétarienne de dénonciation de la guerre impérialiste et de rejet du mensonge de la défense de l'URSS, on fait des réunions exclusivement réservées à la Gauche trotskiste et la Gauche socialiste. (juillet 1946 Conférence de Vercesi à Paris).

22/ Arrangements du « *schéma de Lénine* » sur la « *transformation de la guerre impérialiste en guerre civile* » par le schéma de Lucain de « *transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, une fois la guerre terminée* ». (Voir **L'Internationaliste** et dans *Internationalisme* notre « *Réponse à Lucain* »).

Le plus caractéristique de cette fantaisie consistant dans la présentation des « luttes », des massacres dans les colonies qui ne sont que la continuation de la guerre impérialiste et le prélude de la guerre impérialiste mondiale en autant de manifestations révolutionnaires du prolétariat.

23/ Lettre du C.C à la R.W.L. aux E.U... La RWL très bien connue dans la G.C.I comme un des groupes trotskistes d'Amérique, défendant toutes les théories trotskistes : mots d'ordre démocratiques, soutien des luttes nationales et coloniales, de la défense de l'URSS, Front unique, etc..., est proclamée comme le représentant marxiste du prolétariat américain à qui on offre l'établissement de contacts et sur qui on compte infiniment pour la formation artificielle d'une fraction de la G.C.I en Amérique. Il n'est pas moins cocasse de savoir que l'unique réserve à laquelle on conditionne les relations ultérieures avec la R.W.L. soit : la rupture des discussions qu'ils ont avec le R.K.D. Celui-ci étant dénoncé comme n'étant pas dans le camp du prolétariat (textuel : PS de la lettre en question).

24/ Dans toutes les relations internationales, on recherche les contacts avec les groupes opportunistes en se gardant soigneusement de prendre contact avec les groupes révolutionnaires et notamment avec les Communistes de Conseil (Hollande) et d'autres groupes analogues en Amérique.

C'est là une singulière application de l'unique résolution de la Conférence du P.C.I d'Italie de 1945 affirmant de ne prendre contact internationalement exclusivement qu'avec ceux qui n'avaient participé en aucune façon à la guerre impérialiste et qui repoussent l'idéologie de l'antifascisme et sa pratique, et, la défense de l'État russe.

25/ Abandon de la notion de l'impossibilité de la formation du parti de classe dans une période de recul pour reprendre la phraséologie coutumière trotskiste proclamant comme tâche présente la formation de partis en France, en Belgique et partout.

Cette série de faits encore bien incomplets, suffit pour révéler qu'il ne s'agit point de fautes, d'erreurs et de faits isolés. Leur reproduction dans les divers groupes de la G.C.I à divers moments prouve qu'il y a entre eux un lien profond. C'est le lien de l'orientation opportuniste.

Le fait qu'on rejette de temps à autre, telle ou telle erreur ne diminue en rien la gravité ni la force de cette orientation politique.

Pour la plupart on a renoncé momentanément à telle ou telle activité particulièrement opportuniste, mais on n'a pas extirpé les racines ce qui ne peut se faire que par la prise de conscience au travers de discussions et de critiques ouvertes et franches.

L'opportunisme ne peut se développer qu'à l'abri des discussions en étouffant les protestations des éléments de gauche en en tendant à les éliminer organisationnellement. Un certain nombre de camarades ont manifesté leur inquiétude face à cette évolution de la G.C.I. Il est nécessaire d'attaquer les problèmes au fond, afin d'éviter que la G.C.I ne devienne une répétition de la 4ème trotskiste.

La G.C.F.

Nous publions la réponse du Bureau International de la GCI à notre lettre.

Réunion du Bureau International des Organisations de la Gauche Communiste Internationale.

Paris, le 10 décembre 1946

Puisque votre lettre démontre une fois de plus, la constante déformation des faits et des positions politiques prises, soit par le Parti communiste Internationaliste d'Italie, soit par les fractions Française et Belge ; que vous ne constituez pas une organisation politique révolutionnaire et que votre activité se borne à jeter de la confusion et de la boue sur nos camarades, nous avons exclu à l'unanimité, la possibilité d'accepter votre demande de participation à la réunion internationale des organisations de la GCI.

Pour le PCI d'Italie Pour la FF Pour la FB

LA BUREAUCRATIE MOYENNAGEUSE

Il est fort regrettable que la réponse du Bureau International de la G.C.I. n'ait pas été plus explicite.

C'est assez facile quand des questions embarrassantes sont posées de répondre par une simple lettre de non-recevoir.

Ce n'est pas le refus qui est un fait grave, mais la manière dont il est décidé et transmis.

Pour les vieux militants, il rappellera la belle époque du zinoviévisme et du stalinisme à la fin de la IIIème Internationale.

Pour les jeunes, c'est un coup terrible à leur croyance dans la démocratie révolutionnaire.

Nous oublions, un instant, les quelques années passées, et nous retrouvons la même pression révolutionnaire des masses, conjointement à une attitude bureaucratique et mesquine dans les rangs de l'avant-garde.

A des problèmes dont la solution urge, à une situation dont la tâche principale consiste à construire par une discussion large et franche, le programme du futur parti de classe, on n'absorbe rien, on ne résout rien, avec la méthode de refus sans discussion, surtout par des camarades qui ne nous connaissant pas, n'ont voulu répondre à aucun des points politiques de notre lettre.

Nous rejetons comme inadmissible de telles méthodes. La C.C.I n'est pas un héritage que l'on peut partager.

Dix, quinze, mille réunions du Bureau International de la G.C.I peuvent se terminer sur une lettre similaire, le problème n'avancera pas d'un micron, la classe ouvrière ne retrouvera pas devant elle que des pâles imitations des P.C. Staliniens et trotskistes.

On aura beau assurer une cohésion par le refus de résoudre idéologiquement les divergences, on aura beau augmenter la contrainte disciplinaire dans l'organisation et manipuler les exclusives comme moyen de construire le programme, les problèmes non résolus seront causes de scissions futures mais malheureusement dans la nuit.

Nous continuerons notre travail de formation des cadres et de discussion des problèmes intéressants la classe ouvrière, malgré l'ordre donné à des camarades par le B.I. de ne plus entreprendre de relations de discussion avec nous, malgré la volonté des camarades du B.I. de vouloir réduire les problèmes : sur le parlementarisme et surtout sur le parti, à une simple attaque de personne, à une simple éclaboussure de camarades.

Si les camarades du B.I. Considèrent comme de la boue, les problèmes précités, nous attendons avec impatience qu'ils sortent de la platitude dans la répétition des thèses de l'I.C. pour montrer où la boue s'arrête et où commence les problèmes idéologiques de classe.

Et malgré tout, nous restons, quoiqu'on fasse, la Gauche Communiste de France et nous revendiquons quoi qu'est décidé le Bureau International, de l'expérience et des principes de la GAUCHE COMMUNISTE INTERNATIONALE.

La G.C.F

Sur la demande d'un camarade de la R.W.L1 nous publions cet article comme document pouvant intéresser toute l'avant garde prolétarienne.

La rédaction

SCISSION DE LA LIGUE DES TRAVAILLEURS REVOLUTIONNAIRES LA COMMISSION PROVISOIRE DE LIAISON INTERNATIONALE EST MORTE

Exposé de Jack Armor
Paris - 7 décembre 1946

Sujet : Scission du RWL et fin du PICC
Aux travailleurs Gauchistes d'Europe.

1 – La Ligue des Travailleurs Révolutionnaires (RWL) E.U., affilié à la commission provisoire de liaison Internationale, se scinda en deux le 19 septembre. Auparavant, le **Travailleur combattant**, son organe, n'avait pas été publié depuis des mois; les **Nouvelles Internationales**, sa publication théorique, n'avait pas paru de mai à novembre. Le numéro de novembre ne parle pas de la scission.

2 – Une majorité des camarades de Chicago déclarèrent à Okun2, ancien Secrétaire National:

a) Le RWL en tant que groupe national n'est plus, étant donné l'inactivité de toutes les sections de Chicago.

b) Le Comité Central s'est effondré. Un effort fait pour réunir un Plénum en septembre 1946 échoua par manque même d'un quorum.

c) La section de Chicago doit devenir le RWL et les anciens membres des autres villes doivent être considérés comme sympathisants.

1 Crée en novembre 1935 en opposition avec la politique d'entrisme de Trotski dans les partis socialistes et connu comme la tendance Oehleriste (de Hupo Oehler, 1903 – 1983). Oehler rompt avec Trotski et 1937.

2 Okun ou Sid, pseudonyme de John Dewey.

d) Le travail de base du groupe est la publication, l'amélioration et le développement de **Vues Ouvrières**, l'hebdomadaire de la section de Chicago, journal local d'agitation.

e) Un organe théorique mensuel doit être publié, non seulement pour aider d'autres travailleurs à publier des feuilles locales, mais encore comme base pour une construction d'un large mouvement révolutionnaire enraciné parmi les ouvriers de l'industrie.

3 – Avant que la lutte ne puisse atteindre le plein exposé des différenciations politiques, le groupe de Okun, qui était minoritaire, est parti.

Ainsi, il y a donc maintenant deux RWL, l'un publiant un hebdomadaire à Chicago, **Vues Ouvrières**, l'autre ayant publié un numéro de **Nouvelles Internationales** mensuel.

4 – En dépit du fait que pendant les six derniers mois j'ai continuellement répété que la Commission Provisoire de liaison Internationale était morte, la minorité Okum-**Nouvelles Internationales**, déclara dans son numéro de novembre *“que Jack Armor s'est présenté comme un délégué de la Ligue Ouvrière Internationale et de la Commission Provisoire de liaison Internationale à de nombreux groupes et individus. Ceci est complètement faux. Armor ne représente que lui-même, et certainement pas notre organisation.”*

Pour réfuter ce mensonge et informer les travailleurs des faits, je vous demande de publier l'information suivante :

parmi les révolutionnaires européens le PICC n'est d'aucune façon reconnu comme représentant d'un groupement révolutionnaire à base ouvrière.

Par ses affiliés et sympathisants, l'association Ouvrière révolutionnaire de Grande-Bretagne n'était connue qu'en tant qu'une petite poignée, dont l'activité ne fut pas contre la guerre, mais seulement dans la grève des débardeurs en 1946.

Elle est dissoute en été 46.

Les Communistes Révolutionnaires d'Autriche et de France, considérés comme un groupe révolutionnaire, s'opposent franchement aux 14 points, au programme et au programme de mobilisation du PICC.

Le Front Rouge de la grande Allemagne est absolument inconnu. Des organisations connaissant des groupes en Autriche et en Allemagne, avant, pendant et après la guerre, furent incapables de trouver un seul et unique corps du Front Rouge et plusieurs demandèrent même au camarade Armor comment le Front Rouge avait pu être créé.

Un groupe Australien ou des sympathisants n'avaient pas écrit depuis plusieurs années à l'époque où je quittais les E.U., au printemps 1946.

Le PICC n'a jamais tenu une seule conférence internationale.

Il n'a eu aucune réunion régulière ou irrégulière.

Il n'a eu aucune structure d'organisation, aucun secrétariat ou direction élue, et aucune discipline.

Il n'a eu aucune politique déclarée en rapport avec la lutte ouvrière d'aujourd'hui; Il n'a que les 14 points écrits avant la guerre.

Ces 14 points sont un exposé abstrait de quelques principes marxistes. Plusieurs points d'importance sont omis. D'autres sont incomplètement résumés, et quelques fois de façon erronée, du moins en ce qui concerne l'un deux, l'Union Soviétique, une sérieuse erreur est commise.

Ces points ne fixent pas le nouveau rôle de l'impérialisme des E.U., la puissance politique dominante du monde aujourd'hui; la modification du vieil antagonisme Anglo-américain par la subordination du rôle de l'Empire britannique; l'émergence du prolétariat des E.U. en tant que centre de gravité du mouvement révolutionnaire mondial; la bombe atomique et la classe ouvrière; l'échec de la révolution mondiale qui devait se déclarer après la deuxième guerre mondiale; construction du parti révolutionnaire marxiste dans la nouvelle situation en rapport avec les travailleurs;

Les 14 points sont insuffisamment précis dans la distinction du marxisme et de l'opportunisme. Ils ne caractérisent pas les véritables tendances politiques par rapport à leur rôle dans l'actuelle situation politique des classes. Le rôle du Stalinisme est sous-estimé, montrant une fausse conception de l'importance du stalinisme en tant que force internationale.

C'est sur la question russe que les 14 points se sont égarés dans la compréhension de la lutte européenne et mondiale. Ils ne procurent aucune base permettant l'explication de l'expansion de l'Union Soviétique dans les pays voisins par l'Armée Rouge, ni même pour comprendre et s'opposer, d'une part à la politique Soviétique dans son ensemble et dans sa lutte contre les masses d'Europe, d'autre part à l'impérialisme *“démocratique de la bombe atomique”*.

5 – Les groupes d'Europe ont bonne mémoire. Ils n'oublieront jamais qu'au moment même où l'Armée Rouge écrasait les masses ouvrières en Europe Orientale, la RWL suivant les 14 points, appelait à la victoire de cette armée Rouge, en l'appelant “la force principale de révolution sociale du Continent Européen”.

Salutations fraternelles,
Jack Armor